

*Accords fiscaux—Loi*

soins de santé étaient extrêmement importants, mais que littéralement il ne restait pas un gros cinq cents dans le système pour les payer.

Il était signalé également que le régime de soins de santé à Terre-Neuve avait été émondé au maximum. Qu'il ne restait plus de graisse à enlever. Que toute nouvelle coupure l'empêcherait de servir convenablement la population. Qu'il y avait eu des compressions de personnel, que les investissements avaient été réduits, et que si d'autres coupures étaient opérées il ne pourrait plus être considéré comme un régime de soins de santé.

Il y était dit fort intelligemment que les citoyens de Terre-Neuve sont aussi des citoyens du Canada, et qu'ils sont en droit d'avoir un régime de santé convenable. Que l'État fédéral n'a pas le droit de revenir sur son obligation de partager équitablement les charges. Que lorsque le premier ministre du Canada avait dit à la conférence des premiers ministres de Halifax qu'il ne réduirait pas le financement du régime de soins de santé, il avait absolument raison.

Le gouvernement de Terre-Neuve a présenté diverses solutions dans son Livre vert. Il a envisagé une augmentation des recettes, puis l'a écartée. Il a envisagé de nouvelles coupures au système, et dit que ce n'était pas possible. Il a envisagé la possibilité de privatiser le régime de soins de santé, de le céder au secteur privé. Cette solution, bien sûr, mène vers le désastre. Si c'est là la solution pour Terre-Neuve aujourd'hui, ce sera la solution pour la Colombie-Britannique ou la Saskatchewan demain. Pourtant le gouvernement fait la promotion de la privatisation du régime des soins de santé. C'est une orientation absolument mauvaise, qui nous conduira évidemment à un régime à deux niveaux comme aux États-Unis.

Il y a bien des années Norman Bethune, qui avait contracté la tuberculose mais dont la famille avait suffisamment d'argent pour le faire soigner dans un sanatorium, a dit après avoir été guéri qu'il avait eu de la chance à l'époque, parce qu'il y avait vraiment deux types de tuberculose au Canada. Un type pour les riches, dont on guérit en payant, et un type pour les pauvres, dont on meurt parce qu'on a pas d'argent. Voilà la conséquence ultime des régimes des soins de santé à deux niveaux. Si l'on ne peut se payer une assurance médicale privée, ni la surfacturation, ni les tickets modérateurs, on ne sera pas soigné.

Terre-Neuve pose la question suivante: le gouvernement conservateur a-t-il le droit d'agir ainsi? Refusera-t-il de payer sa part du coût d'un régime de soins médicaux convenable? Veut-il augmenter sa part de 2 p. 100 seulement quand on sait que les coûts grimpent de 7 p. 100 par an? Pour combler la différence de 5 p. 100, une province comme Terre-Neuve devra trouver d'autres ressources ou adopter un système à deux niveaux. C'est une question extrêmement sérieuse. J'espère que les députés conservateurs exigeront que le gouvernement tienne sa promesse de donner aux Canadiens un système de soins médicaux convenable et efficace comme celui qu'ils connaissent depuis des années.

Je m'inquiète aussi que, dans ma province, le premier ministre Bennett ait déclaré le premier ministre du Canada a trouvé une façon très constructive d'épargner les fonds publics en réduisant les dépenses destinées au maintien de la santé et de

la dignité de tous les citoyens Canadiens. Je crois que le premier ministre de la Saskatchewan, M. Devine, a lui aussi appuyé le premier ministre. Mais je crois qu'aucun autre gouvernement du pays n'aurait adopté une mesure aussi totalement irresponsable, sauf le gouvernement créditiste de la Colombie-Britannique, qui a ramené l'enseignement à l'un des plus bas niveaux du pays. Dans cette province, on a tellement limité l'accès à l'éducation pour les jeunes que les parents protestent. Ce gouvernement ne peut rester au pouvoir tant qu'il aura cette attitude envers les citoyens et envers son avenir, en privant d'éducation sa ressource naturelle la plus précieuse, ses enfants. Il fait preuve d'une irresponsabilité totale et absolue.

• (1430)

L'appui du premier ministre Bennett au gouvernement conservateur d'Ottawa ne s'est pas arrêté là. Il a jugé que même le système de soins médicaux pouvait être affaibli davantage. Il y a effectué des compressions très importantes. Il a réduit les dépenses consacrées aux hôpitaux au point que de grandes ailes en sont maintenant fermées et que les hôpitaux ne pourront acquérir avant de nombreuses années l'équipement dont ils ont grandement besoin. Le gouvernement de la Colombie-Britannique a créé une situation où des opérations chirurgicales importantes sont tellement différées qu'elles ne peuvent plus être pratiquées et que la vie des gens est en danger.

Voilà le genre d'initiative qu'a prise la province de Colombie-Britannique. Voilà le genre d'appui qu'obtient le premier ministre du Canada pour sa proposition de réduction des soins médicaux. M. Bennett, je suppose, aimerait que le premier ministre change d'avis et instaure un régime de soins médicaux semblable à celui de la Colombie-Britannique, ce qui serait une catastrophe.

Je pense qu'aux prochaines élections en Colombie-Britannique, les gens vont remédier à cette situation. Pour ceux qui se soucient de l'avenir de leurs enfants et de leur province et de l'accès à des soins médicaux acceptables, cette question sera d'une grande importance.

J'espère vraiment que le gouvernement va réviser sa position à propos des réductions proposées des dépenses fédérales dans le domaine de la santé. Certains secteurs, dans la croissance rapide des soins médicaux, ont vraiment besoin d'être étudiés. Il faut s'occuper des personnes âgées. Il faut sérieusement étendre les programmes de prévention et d'éducation en matière de santé. L'argent que le gouvernement fédéral y consacra aujourd'hui lui permettra en fait, d'économiser à l'avenir des sommes énormes en apprenant aux gens à bien se soigner. Tout le processus d'éducation et de prévention sera payant. Si nous investissons dans ce secteur dès aujourd'hui, le coût des soins médicaux diminuera à l'avenir.

Le programme de soins à domicile pour les personnes âgées est un autre problème. Il a été supprimé en Colombie-Britannique et a été très mal appliqué dans bien des régions du pays. Il est extrêmement important de permettre aux programmes de soins à domicile de se développer et de s'étendre au fur et à mesure des besoins. Ces programmes permettent aux personnes âgées de rester chez elles, de conserver dans leur vieillesse le mode de vie qu'elles avaient naguère. Pourtant, les mesures à court terme et irréflechies décrétées par le gouvernement de la Colombie-Britannique, et que le gouvernement fédéral